



HAL
open science

L'Inde en rupture de pouvoirs

Michel Pousse

► **To cite this version:**

Michel Pousse. L'Inde en rupture de pouvoirs. Alizés : Revue angliciste de La Réunion, 1992, Pouvoirs et programme du CAPES, 02-03, pp.83-93. hal-02338447

HAL Id: hal-02338447

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02338447v1>

Submitted on 30 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Inde en rupture de pouvoirs

Michel Pousse

Université de La Réunion

L'assassinat de Rajiv Gandhi alors qu'il faisait campagne dans l'un des états les plus tumultueux de son pays a mis en lumière deux contradictions de la démocratie indienne, à savoir que la violence y est un phénomène courant et d'autre part que le processus démocratique est profondément ancré dans cette région du monde.

Trois assassinats politiques (le Mahatma Gandhi, Mme Gandhi et son fils), en moins d'un demi-siècle, chacun touchant la tête de l'état — même si dans le cas du Mahatma il s'agissait d'un chef spirituel — font de l'Inde une nation dans laquelle la démocratie a pris couleur de sang. Ces assassinats n'ont toutefois jamais remis en question le fondement démocratique et les élections générales auxquelles Rajiv Gandhi se préparait étaient les dixièmes que l'Inde ait connues depuis la proclamation de la république en 1950. Dix élections en quarante ans font que le pays a respecté le calendrier prévu par une constitution inspirée des traditions électorales britanniques. L'espérance de vie d'un parlement indien est bien plus longue que celle de son homologue français.

Non seulement les échéances électorales sont respectées mais le pourcentage d'électeurs a augmenté de façon assez régulière, passant d'environ 46 % lors de la première consultation à 65 % lors de la dernière. Pas de vote imposé et pas de majorité frisant les 100 %. Le parti du Congrès, toujours le plus important depuis l'indépendance, n'a guère dépassé la barre des 55 % lors de ses meilleures prestations. La sanction populaire a toujours été respectée à la fois par les hommes politiques et par l'armée. Le moindre mérite d'Indira Gandhi n'est pas d'avoir accepté une lourde défaite électorale à la fin des trois années du pouvoir quasi absolu qu'elle s'était attribué sous la forme d'un état d'urgence décrété alors que son parti courait à la défaite.

Les signes de bonne santé affichés par cette grande démocratie sont toutefois trompeurs. En dépit d'une mise au pas impressionnante de toutes les autres puissances régionales, l'Inde est un pays malade à l'intérieur. Le gouvernement central a de plus en plus de mal à se faire écouter des états et la société, en proie à une grave crise d'identité, voit ses composantes adopter des attitudes extrémistes non seulement entre elles mais aussi à l'intérieur de

chacune. Depuis la parution de l'ouvrage de J. A. Bernard¹, il est coutume d'opposer le pouvoir officiel au pouvoir réel. Le premier est représenté par le gouvernement, la démocratie et l'industrie. La religion, la famille, les castes représentent le second. Aujourd'hui il ne s'agit plus de situer l'un par rapport à l'autre mais de constater l'effondrement de chacun des deux. Le rêve d'une Inde industrialisée, occidentalisée, échappant aux fers d'une civilisation par trop immobile qui fut celui de Nehru et la vision gandhienne d'une société spirituellement régénérée et retrouvant les valeurs humaines qui firent la force de sa civilisation se fissurent. Le ciment qui liait entre elles les diverses composantes d'une société humainement, religieusement et linguistiquement divisée ne tient plus et son effritement met à nu des masses qui semblent n'avoir pour ambition que de faire écrouler l'édifice dont leur union avait fait pendant des millénaires la force et la beauté.

Les problèmes politiques de l'Inde ont des origines diverses ce qui rend d'autant plus improbable l'espoir de les résoudre. La constitution fait de cette nation une fédération d'états égaux en droits mais soumis de fait à l'autorité de Delhi. Contrairement aux Etats-Unis où le pouvoir exercé par Washington n'est qu'une délégation des pouvoirs de chacun des membres de l'union, Delhi détient tous les pouvoirs et délègue aux états une partie de ceux-ci. Il s'agit donc d'un fédéralisme d'un type inverse du fédéralisme U. S.. Il résulte de cet état de fait que le plus gros de la masse monétaire (deux-tiers environ) est contrôlé par la capitale qui redistribue le surplus aux états, faisant de ceux-ci des vassaux inféodés au pouvoir central. Il est évident que plus un pouvoir local sera politiquement proche du pouvoir central, mieux il sera traité par celui-ci. Pour fonctionner de façon correcte la constitution présuppose que le même parti politique soit en place à Delhi et dans chacun des états de l'union.

Cette même constitution implique une adhésion de la population à un type de démocratie occidentale qui fait table rase des différences religieuses, linguistiques et de la structure des castes. Un certain nombre de sièges a été réservé aux hors castes (intouchables) alors que les minorités religieuses n'ont pas été prises en compte. Or, s'il est vrai que ces minorités sont souvent géographiquement regroupées, ce qui leur assure une représentation minimum, il reste qu'elles sont minoritaires dans bien des circonscriptions et de ce fait elles sont en droit de s'estimer lésées pour ce qui est de la représentation parlementaire dans un système électoral à scrutin uninominal à un tour. Sur la lancée de la lutte victorieuse contre l'occupant, le parti du Congrès est resté majoritaire dans les états pendant pratiquement toute l'ère Nehru, ce qui a permis d'occuper la possibilité d'un problème de cohabitation entre le Centre et ceux-ci.

En imposant une constitution à l'européenne il semblerait que Nehru soit lancé dans une course contre la montre qui s'est rapidement transformé

¹. J. A. Bernard, *L'Inde, le pouvoir et la puissance* (Paris: F.F.D.N. & Fayard, 1985).

en bombe à retardement. Pendant les trois années qui ont été nécessaires pour élaborer la constitution de l'Inde, ce pays a été secoué de forts séismes sociaux : drames humains lors des transferts de population liés à la partition du pays, émeutes d'origines religieuses. Nehru n'a pu qu'être renforcé dans son opinion qu'une démocratie séculière, ignorant les divisions religieuses, était le seul moyen d'imposer une justice sociale qui serait la même pour tous parce qu'elle garantirait des droits identiques pour chacun. Si le gouvernement parvient à appliquer une telle constitution le peuple prendra conscience que le religieux et le civil appartiennent à deux ensembles bien différents qui ne sauraient obéir aux mêmes lois. Séparer le religieux du civil revenait à faire jouer à la constitution le rôle d'arbitre au-dessus de la mêlée que les Anglais avaient tenu pendant la période coloniale.

Réussir dans une telle entreprise demande un gouvernement fort jusque dans ses ramifications les plus fines, au niveau local. En termes clairs il faut qu'il existe un lien politique qui coure de la base au sommet, que le même parti soit en place dans la capitale fédérale, dans les capitales locales et dans les chefs lieux de cantons. Ces conditions étaient remplies, nous l'avons dit, au moment de l'accession à l'indépendance. Avec le passage du temps, la vision de Nehru s'est retrouvée inversée. Ce n'est plus l'application de la constitution qui a garanti une impartiale justice sociale mais au contraire, ce sont les forces traditionnelles qui ont perverti l'application de la constitution.

L'observation clinique mène à conclure que la constitution fonctionne toujours puisque ses échéances électorales sont respectées et que les corps élus font leur travail sans que soient exercées sur eux des pressions plus fortes qu'ailleurs. La presse indienne, traditionnellement indépendante du pouvoir et de grande qualité, insiste depuis déjà plusieurs années sur la corruption des hommes politiques de tous niveaux. Comment peuvent-ils justifier leur train de vie lorsque l'on connaît leurs salaires officiels ? Seule l'acceptation de pots de vin de la base au sommet peut expliquer les Mercedes, les appartements et les voyages. Le fait que le Lok Sabha ait voté le *Defecting Bill*² est la preuve que des abus existaient au niveau le plus haut et que l'appartenance à un parti relevait plus de conditions financières satisfaisantes que de l'adhésion à une idéologie. Les ministres et les partis jouant le jeu de joueurs de football professionnels et les partis celui de clubs s'attachant leurs services.

Ce phénomène de corruption n'a fait que s'aggraver avec la disparition des politiciens de la première génération, ceux qui avaient payé de nombreux séjours dans les geôles britannique leur foi en leur pays. La corruption financière n'est qu'une des facettes les moins importantes de ce kaleidoscope auquel

². Avant que ne soit voté le *Defecting Bill* tout élu pouvait monayer à un cours plus ou moins officiel et dépendant de son rang son adhésion à un parti autre que celui au nom duquel il avait été élu.

l'on peut comparer la crise indienne actuelle. Bien plus grave est le clivage qui existe entre Dehli et nombre d'états. L'autorité du centre est contestée comme jamais elle ne le fut. Si l'on prend comme critère de la difficulté à appliquer la loi le recours à l'application de la *President's Rule*, on constate qu'en quatorze ans de pouvoir J. Nehru n'eut recours qu'à sept reprises à celle-ci. Sa fille Indira dut y recourir trente neuf fois alors qu'elle resta à la tête de l'état presque aussi longtemps que son père (douze ans). Le rythme n'a fait que s'accélérer puisque vers la fin des années soixante dix, Singh qui ne resta premier ministre que trois mois l'appliqua à quatre reprises !

Les raisons des conflits entre le Centre et les états sont variées : acceptation de fait d'une certaine autonomie dans le cas du Bengale, incapacité à faire respecter les lois dans celui du Bihar, problèmes liés à l'intervention de l'armée au Sri Lanka dans l'état du Tamil Nadu, violente guérilla à ambition ouvertement sécessionniste dans le Kashmir et le Punjab. La liste pourrait inclure l'Assam en révolte depuis de très nombreuses années.

Se voulant différents, pour ne pas dire supérieurs, les Bengalis ont toujours été nationalistes au fond du coeur. Leur culture, leur langue, leur position géographique et la taille de leur état, que Curzon avait déjà dû partager et qu'une frontière artificielle résultant des critères religieux pris en compte lors de la Partition divise aujourd'hui en deux, leur donnent un droit moral à une certaine autonomie culturelle. Avec la mainmise de plus en plus forte du Parti Communiste dans les campagnes, le Bengale s'est maintenant donné une autonomie économique contre laquelle Delhi ne peut plus grand chose. Jusque dans les années soixante dix, le PC(M) au pouvoir s'était cantonné dans ses bases urbaines, principalement dans l'agglomération Calcutta-Howrah. Grâce à l'Opération Barga, le PC(M) s'est implanté avec succès dans les campagnes, réussissant à évincer les propriétaires absents pour redistribuer la terre aux travailleurs. C'est là un rare exemple de réforme agraire réussie en Inde. Dès lors le PC(M) s'est imposé à l'occasion des élections municipales dans les Panchayat bengalis et a remporté 251 sièges lors des législatives locales de 1987 contre seulement 40 au Congress³. L'économie du Bengale et son développement social sont maintenant entre les mains d'un parti qui, bien que national, est, de fait, autonome au niveau local. Tendait à se replier sur lui-même le Bengale met l'accent sur la région et ne se sent que fort peu concerné par tout ce qui est d'envergure nationale. Lorsqu'un parti d'opposition prend une telle importance au niveau de la région le danger est réel de voir un état devenir une sorte de nation dans la nation, ne confiant plus à Dehli que le soin de gérer la défense nationale et les affaires internationales.

Pour être voisin du Bengale, le Bihar n'en est pas moins un état très différent, souffrant d'un grave retard économique, social et politique. Aucune réforme agraire n'a réussi en raison de l'opposition d'une classe puissante de

³. J. A. Bernard, Ibid.

propriétaires terriens, véritables petits chefs de guerre soutenus par les élus locaux mettant à leur disposition les forces de police pour réprimer toute tentative de soulèvement de la part de paysans exploités. Jouant sur les mots, ces jacqueries sont assimilées aux mouvements Naxalites (mouvements révolutionnaires bengali des années soixante) et donc à des révoltes politiques. Les forces de l'ordre peuvent ainsi être utilisées officiellement pour les mater. La violence ne générant qu'une violence toujours plus importante les paysans ont commencé à s'armer en un réflexe d'auto défense. Il existe au Bihar ce que l'on appelle une *Gun Cottage Industry* ! Déjà des spécialistes en guerre civile n'hésitent pas à faire le parallèle entre le Bihar et les Philippines ou l'Amérique centrale. Que peut faire Delhi ? La marge de manoeuvre est très étroite. Le Centre peut continuer de fermer les yeux sur une situation intolérable ou choisir l'intervention militaire, allant ainsi à l'encontre de tous ses idéaux démocratiques et créant un précédent qu'il sera ensuite difficile d'assumer.

Le Tamil Nadu, grand état du sud au riche passé culturel pose au gouvernement central un problème tout particulier. Voilà des siècles que nombre d'habitants de cette province émigrent vers le nord de l'île de Sri Lanka dans laquelle ils travaillent pour la plupart dans les plantations de thé du nord de l'île. Seul un petit nombre a réussi dans la capitale Colombo où il contrôle une grande partie du commerce. Les Tamils qui représentent quelque vingt pour cent de la population du Sri Lanka sont restés fidèles à leur langue et à leur culture. Récemment les employés des plantations sont devenus les premières victimes de la grave crise économique qui affecte le pays alors que les commerçants de Colombo se sont vu interdire l'accès aux carrières politiques en raison d'une loi (votée en 1957) qui fait du Sri Lankais la seule langue officielle du pays. Un mouvement séparatiste est apparu dans le nord dont la branche guerrière, le TUF (*Tamil United Liberation Front*, plus connu sous le nom de *Tiger*) lance de nombreuses opérations de guérillas dans le pays. Ces *Tigres* s'entraînent dans des camps situés dans le Tamil Nadu où le support de la population leur est acquis. S'opposant à une intervention de l'O.N.U., R. Gandhi a envoyé les troupes indiennes dans ce pays avec pour mission non seulement de s'interposer entre les combattants mais aussi d'arrêter les Tigres. Le problème n'est plus seulement Sri Lankais. Il s'est transformé en un problème interne de la politique indienne. L'un des plus importants états de l'union défend des rebelles que l'armée officielle combat. En dépit d'un début de retrait des troupes indiennes confrontées à une impossible mission, Gandhi a payé de sa vie sa politique d'intervention.

Avec le Punjab et le Cachemire nous entrons dans le domaine de la rébellion ouverte contre le gouvernement central. Au Punjab se pose le problème de l'identité culturelle. Histoire complexe que celle de cette région, fierté de l'Empire Anglais et chantée par Kipling, grenier à céréales de l'Inde dont elle fournit 73 % de la production alors qu'elle contribue pour presque 50 % de celle du riz. Le Punjab est l'état de l'union dont l'agriculture a le plus

profité de la Révolution Verte des années soixante. Etat artificiellement constitué pour éviter que les Sikhs ne soient suffisamment majoritaires pour demander une autonomie politique fondée sur une unité linguistique et religieuse. Se développe alors une guérilla sikh dans une région dont la richesse agricole et la position stratégique empêchent que Delhi n'accède à quelque concession que ce soit. La violence (une vingtaine de tués par jour en moyenne) dont font montre les guérillas est certainement la preuve que le support populaire ne leur est pas acquis.

Différent est le problème du Cachemire, à la fois national et international puisque l'O.N.U. est assez régulièrement appelé à en débattre. Problème national car depuis 1947 la situation politique de cet état est ambiguë. Lorsque les troupes indiennes rendirent son trône à un Maharadjah hindou ayant signé l'acte d'adhésion à l'Union Indienne alors que la population, dans sa majorité, était musulmane, Nehru promit un référendum pour décider de l'avenir de cette région au très riche passé culturel lié pour toujours aux empereurs Moghols de Delhi. Il promit mais ne tint pas parole pour diverses raisons plus ou moins valables (présence de civils pakistanais dont il demandait le retrait préalable, accord militaire Americano-Pakistanaï, manque de maturité politique d'une population sous influence religieuse...) Affaibli par la création du Bangladesh et par des troubles politiques internes, le Pakistan qui ne peut plus guère mettre en question la suprématie indienne sur le sous-continent soutient une organisation terroriste (J.K.L.F.: *Jamu and Kashmir Liberation Front*) qui demande l'indépendance des deux états du Jamu et du Cashemire. Contrairement au Punjab, Delhi serait prêt à faire certaines concessions mais la politique agressive du Pakistan l'en empêche, justifiant ainsi l'imposition depuis 87 de la *President's Rule* et laissant dans l'anarchie totale l'un des états les plus touristiques du pays. Comment un gouvernement qui a tant de mal à faire appliquer sa loi dans le pays pourra-t-il faire face aux mesures que le F.M.I. ne va pas manquer de lui imposer ? Nehru avait défendu l'indépendance économique de son pays en obligeant les industriels locaux à tout produire et à ne rien importer. C'était là le prix à payer pour asseoir l'autonomie politique du pays. Jusqu'à ces dernières années, l'Inde empruntait peu, remboursait bien et avait bonne réputation parmi les banquiers du monde. Sous l'ère Rajiv Gandhi le pays s'est lancé dans la course au crédit et aujourd'hui sa dette extérieure (72 milliards de Dollars U.S. — soit environ 8,2 % du P.N.B.) place l'Inde au troisième rang des pays débiteurs envers la Banque Mondiale (après le Mexique et le Brésil). La dette intérieure (12,7 milliards de livres, soit environ 9 % du P.N.B.) est aussi très importante. Le F.M.I. va certainement imposer des mesures tendant à rentabiliser le secteur public (pléthorique et peu performant) et à mettre un frein aux nationalisations économiquement désastreuses mais électoralement nécessaires. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement Rao qui encouragent le retour des firmes étrangères, maintenant autorisées à être majoritaires (51 % des actions de leurs branches indiennes)

alors que depuis 1950 elles ne pouvaient en posséder que 40 % ne seront toutefois pas suffisantes pour permettre un rapide miracle économique. La fin probable de son indépendance économique signifie que l'Inde ne sera plus libre de choisir ses orientations sociales ni de poursuivre une politique interne qui prenaient en compte les divergences religieuses.

Depuis l'indépendance, l'Inde connaît une véritable mutation sociale. Celle-ci fut longue à se dessiner car dans les années cinquante l'industrialisation n'entraînait pas encore avec elle un changement social mettant en cause les structures profondes de la société. Aujourd'hui ce sont les paysages agricoles et urbains qui changent. L'agriculture a toujours tenu un rôle clé dans l'économie indienne (actuellement elle représente quelque 32 % du P.N.B. contre seulement 18 % à l'industrie). Elle emploie toujours plus de 70 % de la population active et de ses résultats dépendent le cours de la roupie, l'inflation, les importations, etc. Or, malgré d'importants progrès technologiques l'agriculture indienne reste tributaire des conditions climatiques. Les données statistiques montrent qu'à l'évidence l'Inde a franchi le seuil d'auto-suffisance. Mieux, elle exporte des fruits et légumes vers les pays du Golfe. Derrière les statistiques quantitatives se cache toutefois une réalité humaine moins satisfaisante. La Révolution Verte a certes permis de beaucoup produire mais a amplifié les disparités entre agriculteurs. Seuls les plus riches d'entre eux ont pu se payer les fameux H.Y.G.⁴ et assumer les frais de mise en engrais des sols qui leur est nécessaire. On a pu dire que la Révolution Verte avait rendu les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Ceux-ci, qui ne pouvaient devenir plus pauvres sont allés vers les villes former un prolétariat de banlieue et de squatters laissant à leurs femmes le soin de travailler la terre. Il est résulté de ce phénomène un appauvrissement de la masse rurale, car les femmes sont moins employées et moins payées que les hommes (à travail égal elles ne touchent que le tiers du salaire des hommes et ne trouvent embauche que 138 jours par an contre 308 pour un homme !) Le noyau familial a été détruit et la traditionnelle société rurale qui de tout temps était la base solide d'un édifice social par ailleurs parfois chancelant se trouve affecté.

S'ajoutant au développement industriel nécessairement urbain cet afflux de population a provoqué un accroissement incontrôlé des grands centres dont l'infrastructure s'avère incapable d'absorber ce surplus de citadins. Les grandes villes manquent d'eau et d'électricité. Faisant allusion à cette masse humaine paralysant les villes R. Gandhi avait posé en mars 1985 la question au parlement "Is Calcutta dying?" Il faut savoir qu'entre 1981 et 1991 la population de Calcutta est passée de neuf à douze millions d'habitants, le tiers installé

⁴. *High Yield Grain* : type de grain à haut rendement mis au point aux U.S.A. par croisement génétique et d'une très haute productivité.

dans des bidonvilles permanents. Pendant la même période Dehli passait de six à neuf millions d'habitants.

Il y a seulement une quinzaine d'années le prolétariat urbain était rattaché à une société agricole structurée dont il pensait n'être exclu que de façon ponctuelle et qu'il avait l'espoir et l'ambition de réintégrer. Aujourd'hui, dans un grand nombre d'états, la société rurale est en train de se désagréger, plongeant les exclus dans le désarroi le plus complet quant à leur avenir. La "grande famille" qui fut de tout temps la base de la société indienne et qui permettait la survie économique de chacun de ses membres parce que l'esprit de corps y faisait loi disparaît. Elle avait résisté à l'industrialisation parce que son centre était le plus souvent en milieu rural. En raison de l'éclatement de celui-ci l'individu qui en Inde ne se conçoit qu'en tant que membre d'un groupe doit chercher son salut dans l'appartenance à un ensemble plus important : la caste et la religion.

La crise sociale et économique frappant l'ensemble de la population conduit à des réflexes extrémistes qui jettent les religions les unes contre les autres et, à l'intérieur de l'hindouisme, les castes les unes contre les autres. Les vieux démons du communalisme refont surface, les musulmans demandant que leur minorité soit légalement protégée et les hindous ne comprenant pas qu'en démocratie la majorité ne dispose pas des pleins pouvoirs.

A l'image d'une philosophie qui nie la notion d'absolu pour ne voir dans l'univers qu'un équilibre fragile entre des forces opposées, l'art de gouverner a toujours été en Inde celui de faire cohabiter des forces antagonistes, de créer une unité là où tout est diversité. Les extrémistes sont de plus en plus écoutés et le gouvernement n'ose les contredire pour des raisons électoralistes. Le passé de l'Inde est expliqué en termes de conflits entre hindous et musulmans. Les horreurs perpétrées par l'empereur musulman Mahmud of Ghezni (Xème siècle !) et l'imposition du Jizia (impôt que ne payaient que les non musulmans) font oublier la politique d'intégration d'Akbar et son souhait de voir les deux religions s'unir pour n'en faire plus qu'une (Religion de la Lumière). Les incidents qui se déroulent autour de la mosquée d'Ayodhya sont révélateurs d'un état d'esprit nouveau. Du nord au sud du pays les hindous se sont mobilisés pour que l'état intervienne et leur rende le site sur lequel la mosquée a été bâtie il y a quelque cinq cents ans et qui serait un ancien temple hindou érigé précisément pour indiquer le lieu de naissance du dieu Rama. Pourquoi ce besoin soudain de reprendre ce lieu alors que pratiquement toutes les mosquées du nord de l'Inde ont été bâties sur d'anciens temples hindous, les musulmans voulant, comme tout conquérant, détruire les preuves de la vie spirituelle du peuple vaincu.

Certains extrémistes, conduits par Sadhvi Rithambara, passionariae hindoue de vingt-cinq ans, demandent un état hindou, confondant démocratie et théocratie et oubliant que les deux termes sont antinomiques. Si l'hindouisme

se radicalise par rapport à la religion musulmane on ne sera pas surpris de le voir en faire de même à l'intérieur de son propre système. Sont donc remises en question les "avancées" sociales imposées par la constitution telles que l'interdiction du *sati* (déjà interdit par les anglais dès 1813), les mariages d'enfants, le traitement préférentiel accordé aux Intouchables et autres hors castes.

Le 4 septembre 1987, à Deorala dans le Rajasthan une jeune femme, Roop Kanwar a été brûlée vive sur le bûcher où reposait le corps de son époux décédé. Dernier exemple connu de *sati* mais certainement pas le seul. La presse a pu se faire l'écho de cet horrible événement et les associations féministes ont interpellé le gouvernement central. Sans entrer dans les détails⁵, il faut préciser certains points révélateur de la mentalité d'une partie de la population et des classes dirigeantes. Les élus locaux n'ont réagi que lorsque l'ordre leur en est venue de Delhi et n'ont pas interdit que se déroule la cérémonie du *chunri* (glorification du *sati*) qui s'est tenue le 16 septembre. Si 350 personnes ont défilé dans les rues de Jaipur pour témoigner de leur opposition au *sati*, deux jours plus tard, 500 jeunes hommes, épée au poing défilaient dans les mêmes rues en demandant le maintien de cette "tradition". Le parti Janata de Bombay a condamné le *sati* mais pas à l'unanimité de ses membres !

Les intouchables doivent être intégrés à l'ensemble de la société. Ainsi le veut la constitution qui leur réserve un certain nombre d'emplois dans l'administration et facilite leur admission dans les établissements d'enseignement. De cette politique des quotas (le pourcentage de postes attribués est sensiblement le même que celui des intouchables dans le pays, soit environ 20 %) résulte un abaissement du niveau des compétences et un nivellement par le bas que les diplômés jugent inacceptable. Retour à un hindouisme pur et dur qui demande le maintien des privilèges mais qui, dans ce domaine particulier se heurte à des politiciens qui, confondant eux aussi politique et démagogie, ne veulent pas s'aliéner l'important groupe électoral constitué par les intouchables et autres *scheduled tribes*.

Les émeutiers s'opposant aux quotas n'avaient-ils en tête que le souci d'améliorer le niveau d'efficacité de l'administration ou défendaient-ils des intérêts égoïstes ? Comment les extrémistes ne se sentiraient-ils pas en position de force alors que depuis l'indépendance le gouvernement n'a fait que céder ? Il a cédé en 1956 en acceptant de redessiner la carte de l'Inde afin que les états aient une plus grande unité linguistique. Il a cédé devant les demandes linguistiques en reconnaissant son impuissance à imposer le Hindi à tout le pays (le *Official Languages Amendment Act* de 1967 confirme que l'Anglais peut être la langue de communication officielle entre un état dont la langue n'est pas le Hindi et le Centre). Il a cédé en votant le *Muslim Women Bill* et en concédant un nouveau *Dowry Act* qui est un pas en arrière par rapport au précédent.

5. Voir à ce sujet le livre de P. Humbert, *Inde, les années Rajiv* (Paris : l'Harmattan, 1990)

C'est certainement le vote du *Muslim Women Bill* qui constitue l'affront le plus sérieux à l'esprit de la constitution. Celle-ci garantit le droit des femmes au divorce et à l'octroi d'une pension si les torts du mari sont reconnus. Votée en 1986, la loi précise que les maris musulmans n'auront pas de pension à payer à leur ex-femme au delà d'une période de trois mois. C'est donc la loi musulmane qui s'applique, la période de trois mois étant celle dite de l'*iddat*. L'Inde ne serait plus une démocratie séculaire et laïque puisque la loi diffère selon le groupe religieux. Après qu'un premier jugement ait reconnu les droits de la plaignante, les musulmans firent appel en invoquant le fait que la Cour suprême n'était point habilitée à juger le Coran. Même à l'intérieur du Parti du Congrès il se trouva de nombreux députés pour se trouver absent le jour du vote et le ministre Mohamed Khan démissionna en signe de protestation. N'empêche qu'un tragique précédent fut créé car les hindous ne manqueront pas de faire valoir le même argument. Il semble bien que dans ce cas précis le gouvernement ait fait preuve d'une grande faiblesse électoraliste qui permettra aux divers intérêts communalistes de faire monter les enchères. L'idéal d'une constitution séculière s'effondre.

Le gouvernement a également dû revoir sa position en ce qui concerne les dots. Selon la constitution de 1950 la femme est juridiquement égale en droit à l'homme mais chacun sait que dans la tradition hindoue elle est considérée comme inférieure à l'homme et elle n'a aucun droit à la propriété et à l'héritage. C'est là que se trouve l'origine de la dot. La fille ne pouvant prétendre à une partie de l'héritage familial se voyait offrir des cadeaux lors de son mariage. Cette dot n'était en fait qu'une sorte d'héritage *ante mortem*. Le mariage hindou ne sanctionnant pas l'amour de deux individus mais l'alliance de deux familles la valeur de la dot est devenu le motif de l'alliance. Malgré l'opposition des autorités religieuses fut passé en 1961 le *Dowry Prohibition Act* qui interdisait la pratique de la dot mais qui resta lettre morte. Destinée originellement à profiter à la fille, la dot a, au cours des temps évolué et ne profite maintenant plus qu'à la belle famille. De plus, si la plus grande partie de celle-ci est donnée lors du mariage, d'autres "cadeaux" doivent être présentés à la belle famille ou au gendre à l'occasion des anniversaires de mariage, naissances d'enfants, etc. Ce sont ces cadeaux qui sont à l'origine de désaccords, la famille de la fille refusant de payer et de céder à ce qui finit par n'être rien d'autre qu'un chantage. Au début des années 80 la presse commença à rendre compte de *dowry murders*. Des jeunes mariées mourraient "accidentellement" (souvent parce que leur sari avait pris feu !). En deux ans (de 1980 à 1982) le nombre de tels accidents passa de 110 à 370. Il ne s'agit bien entendu que de chiffres officiels et l'on peut spéculer sur le nombre réel de tels assassinats. Preuve que le pouvoir judiciaire ne souhaite aucunement heurter les traditions religieuses, seules onze personnes ont été poursuivies pour meurtre. Les autres cas étant classés "accident".

En 1984 fut modifié le *Dowry Prohibition Act*. Alors que la version originale interdisait la dot, la version modifiée, accédant aux demandes des extrémistes religieux (et peut-être pour compenser le *Muslim Women Act*) précise simplement que la dot ne doit pas provoquer la ruine de la famille ! Dans ce cas aussi il y a reniement de l'idéal de justice prôné par Nehru.

Doit-on conclure de cette brève étude que le gouvernement indien démissionne et fuit ses responsabilités ? Certainement pas si l'on prend comme référence la politique étrangère de ce pays. L'Inde a détruit le Pakistan, a annexé le Sikkim, est intervenu militairement au Sri Lanka et aux Maldives gagnant une réputation justifiée de gendarme du sous-continent. A l'intérieur cependant le pays retombe dans l'anarchie qu'il connaissait lors de l'arrivée des Anglais, quand s'effondrait l'empire Moghol.

Pendant deux siècles les employés de la Compagnie des Indes Orientales prirent bien soin de ne pas intervenir dans la vie politique et sociale indienne, se cantonnant dans des activités commerciales. Lors du renouvellement de la charte de la compagnie en 1813, les Anglais, sous l'influence de Mill et autres Bentham et Macaulay, décidèrent d'occidentaliser la société indienne. Ils en payèrent le prix en 1856 lors de la révolte des Cipayes qui est interprétée comme un rejet des réformes introduites par les britanniques. Il n'est pas impossible que l'on assiste aujourd'hui à un même phénomène de refus. Nehru espérait que la constitution réformerait les moeurs. C'est le contraire qui se produit. Les forces réactionnaires minent de l'intérieur une constitution qu'elles vident de sa substance et l'artificielle unité du pays ne pourra être préservée que si la diversité de ses composantes est reconnue par la loi. Peut-être faudra-t-il pour cela refondre la constitution et instaurer un fédéralisme réel qui ne laisserait à Delhi que le soin de la politique étrangère, de la défense nationale et la mise en chantiers de grands projets. Il faut que soit trouvé un nouvel équilibre qui permette à Shiva de continuer sa danse.